

AKTUELL

TRAITÉ TRANSATLANTIQUE

Les poules ont des dents

Raymond Klein

Surprise, une large alliance de la société civile contre le TTIP a pu être constituée. La plupart des partis politiques de gauche par contre semblent manquer de courage.

Dix raisons pour dire non, treize organisations représentant la société civile qui s'engagent ensemble - au Luxembourg, le « partenariat transatlantique de commerce et d'investissement » (PTCI, anglais : TTIP) ne suscite pas l'enthousiasme. Sous le titre de « Pour un arrêt des négociations sur le PTCI », la plateforme d'ONG a présenté mercredi dernier une prise de position détaillée de 16 pages. Si, comme l'insinuent les critiques, la Commission européenne et les gouvernements avaient espéré qu'ils pourraient discrètement faire passer ce traité, c'est raté. Comme un renard se faufilant dans un poulailler, ils ont tenté de négocier en secret, mais les poules ont donné l'alarme et désormais il pleut des coups de becs.

D'ailleurs, le fait que le mandat et l'avancement des négociations soient tenus secrets constitue le premier reproche fait par la plateforme. La suite des arguments avancés concerne de nombreux domaines qui correspondent à ceux abordés par l'auteur politique Raoul Marc Jennar lors de son passage au Luxembourg (woxx 1262). Cela va du sapement de la protection des consommateurs - les fameux « poulets à la javel » et cetera - jusqu'aux questions d'orientation géopolitique de l'Union européenne, en passant, bien sûr, par la « surprotection » des intérêts des investisseurs étrangers.

Verts et socialistes se retrouvent en porte-à-faux par rapport aux écologistes et aux syndicats.

Rappelons que cette prise de position commune constitue la suite d'une démarche initiée par des acteurs comme l'OGBL et le Mouvement écologique. Le premier pas avait été une conférence commune en mars (woxx 1259) qui les avait encouragés à rechercher un large rassemblement sur une position très critique.



La CGFP, qui demande une amélioration des procédures, mais pas un arrêt des négociations, ne fait d'ailleurs pas partie de la plateforme. Le comité « Stop Tafta », qui avait fait venir Jennar, n'en fait pas partie non plus.

« Les deux structures sont d'accord pour dire non au TTIP, mais elles fonctionnent de manière différente », explique Claude Simon, membre du comité. Il se félicite du large rassemblement qui permettra de faire pression sur le gouvernement. « Nous ne sommes pas une plateforme réunissant des représentants d'organisations : si des membres de ces organisations souhaitent militer à titre individuel, c'est chez nous qu'ils peuvent le faire. » Pour Simon, les deux structures se complètent. Il en veut pour preuve que la prochaine conférence « Stop Tafta », qui aura lieu le 16 mai à Esch, est soutenue par l'OGBL et le Landesverband. Quant à la pétition anti-TTIP, selon Simon elle aurait été lancée par un individu en dehors des deux structures.

Du côté des partis politiques, c'est moins harmonieux. Lors d'un premier débat à la Chambre, début mars, seul Déi Lénk s'était clairement positionné en introduisant une motion pour un arrêt des négociations. Les Verts, pourtant critiques envers le TTIP, avaient refusé de soutenir cette motion. Notons que leur programme européen s'oppose au « TTIP tel qu'il se dessine actuellement ». La position du LSAP est encore plus ambiguë et, en accord avec le programme du PSE, se contente de formuler des vœux pieux concernant les accords commerciaux. Les deux partis gouvernementaux se retrouvent ainsi en porte-à-faux par rapport aux écologistes et aux syndicats. L'attitude du gouvernement envers le TTIP semble dictée par le DP qui, comme le reste de la droite, lui est plutôt favorable. Relevons tout de même que le hearing parlementaire annoncé par Marc Angel (LSAP) devrait avoir lieu début juin et donnera l'occasion aux partis de revoir leur position.

SHORT NEWS

Gramegna will die Kommission beim Fischen stören

(dw) - Er habe noch keine Reaktionen von Kollegen bekommen, sagte der Luxemburger Finanzminister vor dem Treffen der Eurogruppe am Dienstag in Brüssel. Vergangene Woche hatte die Luxemburger Regierung bekanntlich beschlossen, die Kompetenz der EU-Kommission bezüglich ihrer Nachfrage über die hiesige Interpretation der Steuergesetze für Unternehmen (tax ruling) vom Europäischen Gerichtshof überprüfen zu lassen. Dies geschah, so Pierre Gramegna, ohne Absprache mit den anderen betroffenen EU-Ländern, bei denen die Kommission ebenfalls zu den jeweiligen steuerpolitischen Gepflogenheiten nachgehakt hatte. Seiner Meinung nach habe sich Brüssel in Luxemburg detaillierter als bei den anderen erkundigt, sagte der Finanzminister und sprach von einer „fishing expedition“ der Kommission ohne handfeste Verdachtsmomente. Doch es fragt sich, ob die Luxemburger Regierung nicht ohnehin auf Transparenz setzen und in die Offensive gehen sollte. Gerade dies habe man getan, so der Minister. Durch die Infragestellung der Brüsseler Forderung wende man sich gegen eine schleichende Überschreitung der Rechte, wie sie die EU-Verträge für die Kommission vorsehen. Luxemburg setze auf Transparenz, so Gramegna, jedoch müssten dann für alle dieselben Regeln gelten. Mit einer Reaktion aus Brüssel ist erst in einigen Monaten zu rechnen.

Gehaltskürzungen an der Uni

(rg) - In einem Schreiben an den Rektor spricht sich die Uni-Personaldelegation gegen massive Kürzungen bei Neu-Verträgen für wissenschaftliche MitarbeiterInnen aus. Während geplant ist, die Zuwendungen an die Doktoranden „nur“ um 7 Prozent sinken zu lassen, sollen die Gehälter in den anderen Kategorien um 30 bis 36 Prozent heruntergeschraubt werden. Die Delegation sieht hier vorausseilenden Gehorsam der Uni-Leitung, in Erwartung massiver Sparmaßnahmen des Staates. Die genannten Kategorien waren bereits vor drei Jahren von Kürzungen betroffen. Die jetzt angesetzte Gehälter-Tabelle wird damit um zehn Prozent unterhalb der Bezüge von Jung-ForscherInnen liegen, wie sie etwa im EU-Programm „Marie Curie“ praktiziert werden, und somit die Attraktivität der Unistandorte Luxemburg untergraben, so die Personaldelegation weiter.

Musulmans : discriminés jusque dans la tombe

(lm) - Pouvoir être enterré dans une parcelle de cimetière propre à sa religion, et avec la possibilité d'en respecter les rites, voilà un droit théoriquement reconnu à tous les habitants du Luxembourg. Pourtant, en pratique, ce droit existe pour les chrétiens, et, partiellement, pour la communauté juvaïque et les non-croyants. La deuxième religion du pays, l'islam, est une fois de plus défavorisée, comme dans d'autres domaines, notamment celui du conventionnement (refusé par le gouvernement). Suite à une demande de la Shoura, le Centre pour l'égalité de traitement vient de confirmer que la loi actuelle « ne garantit pas le respect et la non-discrimination », car son application dépendrait de la bonne volonté des communes. La Shoura a précisé qu'elle ne tient pas à disposer de parcelles dans chaque commune, mais qu'elle favorise une solution consistant en plusieurs cimetières régionaux aménagés de manière à permettre l'orientation des tombes en direction de la Mecque ainsi que le rite funéraire de lavage du corps.

forum stellt gleich

(lc) - Das Thema der Mai-Ausgabe des Magazins forum ist an sich ein alter Hut; schon sechsmal war die Gleichstellung zwischen Mann und Frau Thema des Blatts. Und hat trotzdem nichts von seiner Aktualität verloren, denn die alten Stereotype bestimmen immer noch die Gedanken- und Arbeitswelt in Luxemburg. Das Dossier behandelt auch un-orthodoxe Aspekte der Debatte, wie etwa der Beitrag von Alexander Kries deutlich macht. Auch das Interview mit dem Schauspieler Jules Werner über die Frage, wie es sich anfühlt, eine Frau zu spielen in einem Ensemble, das nur aus Männern besteht, zeigt dies, genau wie der Beitrag von Sophie Langevin, die davon berichtet, wie sie sich in die Rolle des Orest hineinversetzt hat. Insgesamt geht es in dem Dossier mehr darum, bestehende Geschlechterrollen infrage zu stellen, als eine eindeutige Position in der Debatte zu beziehen.